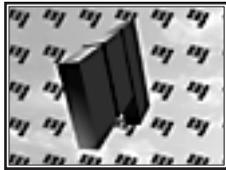


L'UQAM

Vol. XXIV N° 3, 6 octobre 1997

Université du Québec à Montréal

2 Renseignements et services universitaires au bout des doigts



4 Politique d'agrément des groupes étudiants

6 Théorie psychanalytique: nouveaux séminaires

7 Tourisme et hôtellerie: un programme révisé

Média radiophonique

Après 75 ans, où en sommes-nous, où allons-nous?



Renée Legris

On ne pouvait passer sous silence le 75e anniversaire de fondation de la radiodiffusion. C'est ainsi qu'a pris forme le projet de colloque qui se tiendra à l'UQAM le 17 octobre prochain sous le thème: *Radiodiffusion et société - Après 75 ans*

du média radiophonique: où en sommes-nous, où allons-nous? L'initiative revient à la professeure Renée Legris, du département d'études littéraires, au professeur Pierre Pagé, du département des sciences de l'éducation* et à Michel Pichette, agent de développement aux Services aux collectivités. Howard Fink est également membre du comité organisateur, à titre de président de l'Association des études sur la radio-télévision canadienne (ASCRT/ AERTC). Celle-ci, qui parraine le colloque, profitera d'ailleurs de l'occasion pour y tenir son assemblée générale le samedi 18 octobre.

Outre la volonté de souligner l'anniversaire du média radiophonique, note la professeure Legris, le colloque a d'autres objectifs: susciter des échanges sur les nouvelles recherches traitant du début de la radiodiffusion, dont celles consacrées à l'origine et au rôle social de

la radio communautaire; explorer l'univers sonore de la radio (musique, bruitage), vu comme un espace de création sonore; évaluer, par le biais d'une table ronde, la radio d'aujourd'hui: s'agit-il d'un commerce orienté essentiellement vers le divertissement et la publicité? D'un service au public? D'un véhicule culturel pour la musique, les dramatiques?

Au chapitre de la programmation, les grands thèmes retenus traduisent explicitement ces objectifs: des conférenciers jetteront des *Regards critiques sur l'histoire*; la table-ronde, alimentée par une brochette de cinq invités, examinera *La radio d'aujourd'hui, service au public ou commerce de la parole?* Quant au *Monde sonore de la radio, hier et aujourd'hui*, il sera exploré sur un mode sonore, notamment par la présentation d'extraits d'émissions

Voir Radio en page 2

La Fondation de l'UQAM récolte plus de 23 millions \$



J. A. Martin

Afin de souligner la réussite exceptionnelle de la campagne de souscription L'UQAM: une force novatrice, la rectrice, Mme Paule Leduc, témoigne sa reconnaissance à M. Charles Sirois, président de la campagne, lors de la soirée de clôture.

Remise de la médaille de l'UQAM, témoignages, allocutions, numéro de trapèze, spectacle en multimédia, dévoilement d'une oeuvre, etc., tel était le menu de la soirée de clôture, le 29 septembre dernier, de la campagne L'UQAM: une force novatrice. On a ainsi voulu souligner avec éclat la plus importante campagne de financement jamais réalisée par la Fondation de l'UQAM. Une campagne qui a recueilli des fonds de 23 334 675 \$, ce qui représente 117 % de l'objectif initial de 20 millions de dollars.

La rectrice de l'UQAM, Mme Paule Leduc, a rappelé que cette campagne n'aurait pu remporter un tel succès sans les efforts déployés par les centaines de bénévoles et sans les contributions de plus de 10 000 partenaires et donateurs: employés de l'UQAM, professeurs, diplômés, amis et gens d'affaires. Pour sa part, le président de la Fondation de l'UQAM, M. Jocelyn Proteau, a indiqué que la somme recueillie

constitue un apport majeur au développement de la formation, de la recherche et de la création.

Afin de rendre hommage à des personnalités qui, au cours de la campagne, se sont particulièrement distinguées par leur contributions exceptionnelles, leur engagement, leur générosité et leur sens du leadership, la rectrice et le président du Conseil d'administration de l'Université, M. Pierre Ducros, ont remis la Médaille de l'UQAM à Mme Lucie Bertrand, vice-présidente exécutive, Distribution et Services à la clientèle Hydro-Québec; M. Jean-Pierre De Montigny, vice-président et administrateur RBC Dominion valeurs mobilières inc.; M. Réal Raymond, premier vice-président, Trésorerie et marchés financiers Banque Nationale du Canada; M. Daniel Langlois, président du conseil et chef de la direction de Softimage.

Enfin, M. Charles Sirois, président de la campagne de souscription

Voir Fondation en page 11

Réduction volontaire des effectifs: une réussite!

En mars 1996*, le service des Ressources humaines de l'UQAM annonçait la création d'un programme de retraite anticipée, de retraite graduelle et de départ volontaire, et ce, à l'intention des personnels cadre, administratif et de soutien. Dix-huit mois plus tard, quels ont été les résultats d'un tel programme? Pour tenter de répondre à cette question, L'UQAM en retrace les grandes lignes.

Les objectifs

«Deux grands objectifs ont présidé à l'élaboration de notre programme de réduction volontaire des effectifs, de rappeler Johanne Lachapelle, directrice - personnel administratif et de soutien - au service des ressources humaines. Il s'agissait alors de réduire les coûts en matière de personnel tout en faisant en sorte que le programme s'auto-

finance. Cela signifie que les salaires ainsi économisés devaient permettre de compenser la réserve financière, puisée à même le budget de l'Université, destinée à appuyer les mesures provisoires. En outre, ces mesures ne remettaient pas en cause la sécurité d'emploi puisqu'elles se voulaient, par définition, volontaires».

Le programme

Ainsi, en fonction de ces grands objectifs, fut établi un programme comportant trois volets principaux:

- la retraite anticipée: toute demande pouvait être acceptée jusqu'au 30 septembre 1996 ou jusqu'à l'épuisement du budget;

Voir Réduction en page 10

Le Comité des suivis consulte la communauté universitaire

Rapport du Comité du changement

À lire en page 3

L'Université met en place son réseau de bornes interactives

L'UQAM vient de se doter d'un réseau de bornes interactives afin de fournir, principalement aux étudiants, un accès rapide, efficace et permanent à de multiples services et informations sur la vie universitaire ainsi qu'à des services commerciaux. Le déploiement du réseau, qui comprendra dans un premier temps 10 bornes interactives dont une adaptée aux besoins des personnes handicapées, est conçu en fonction d'endroits stratégiques: registrariat, bibliothèque, cafétéria et principaux centres d'activités étudiantes.

Ces bornes, fonctionnant 24 heures par jour, sont équipées d'un écran tactile, d'un clavier, d'un lecteur de cartes de crédit et d'une imprimante; des panneaux publicitaires y sont intégrés afin d'en financer partiellement les coûts. L'utilisation d'une borne est gratuite à l'exception des frais exigés par certains prestataires de services commerciaux et pour l'accès au réseau Internet et au courrier électronique. On pourra, pour citer quelques exemples, y trouver de l'information sur des sujets tels le campus, le registrariat, les services académiques et universitaires, les activités culturelles, le logement, le transport, les annonces classées, etc.



Pierre Roussel

Il s'agit d'un projet-pilote d'une année, renouvelable pour trois ans, dans lequel les trois partenaires - l'UQAM, Bell et Nortel - pourraient investir jusqu'à un million et demi de dollars sur quatre ans. Précisons que l'Université* fournit les contenus académiques, l'aménagement des sites, l'accès au réseau Ethernet et le service de soutien aux usagers tandis que Bell, maître d'oeuvre, coordonne le projet tout en s'occupant de la

recherche-marketing ainsi que de l'entretien et de la réparation des bornes. Quant à Nortel, sa participation comprend le volet technologique, le design et la fabrication des bornes, le centre de contrôle et le logiciel de navigation.

* Le comité à l'origine du projet de borne interactive se composait de Réjean Bernard et d'André-Bernard Ostiguy (SITEL), d'Ygal Leibu (Registrariat), Pierre Gladu (SVE) et Alain Gingras (SIE). Parmi l'équipe de l'UQAM ayant participé au développement de cette borne, mentionnons l'étroite collaboration entre le service de l'informatique et des télécommunications (Hélène Bouley en collaboration avec Léo Cloutier et Jacques Mercure), qui a veillé à la coordination avec les deux partenaires du secteur privé ainsi qu'à l'aspect technologique; et celui de l'information et des relations publiques (Françoise Talbot en collaboration avec Pierre Faucher et Patrick Culhane) qui, lui, a vu au menu, aux contenus institutionnels et au graphisme.

MBA pour cadres

Deux nouveaux accords interuniversitaires

En collaboration avec le Centre d'études universitaires de la Montérégie, l'École des sciences de la gestion vient d'inaugurer un autre volet régional de son programme de MBA pour cadres. Ainsi 34 étudiants y sont déjà inscrits et recevront à Saint-Jean - donc sans avoir à se déplacer - la même formation qu'à l'UQAM.

Un accord similaire est prévu, en janvier 1998, avec l'Université du Québec à Chicoutimi afin d'accueillir, si tout va bien, une trentaine d'é-

tudiants par année. Dans les deux cas, rappelons qu'il s'agit d'un programme à temps partiel conçu avant tout pour des cadres qui travaillent déjà à l'intérieur d'une entreprise.

«Le but de tels accords, d'expliquer le responsable du programme, Léon-Michel Serruya, est de favoriser la croissance de notre programme en se positionnant, sur une base régionale évidemment, par rapport aux cadres en exercice et en voulant répondre à leurs attentes professionnelles.»

Vite lu

Sciences biologiques

Isabelle Gagné, candidate au doctorat en biologie, a obtenu une bourse d'études de 17 000 \$ d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, et ce, dans le cadre d'un programme de bourses d'études administré par l'Association des Universités et Collèges du Canada. Cette somme, renouvelable sur une période de trois ans, devrait lui permettre de pour-

suivre ses travaux de recherche consacrés à «l'écologie nutritionnelle des prédateurs entomophages».



...radio (suite de la page 1)

- une contribution de la Phonothèque québécoise. Au rang des conférenciers invités: des journalistes, des réalisateurs, des chercheurs, un compositeur musical, des représentants de la radio communautaire, des universitaires... La conférence d'ouverture, prononcée par Pierre Pagé,

traitera de la *Problématique socioculturelle de la radio dans le contexte actuel des médias et de l'économie*. Enfin, le professeur Marc Raboy, de l'Université de Montréal, sera honoré lors de la séance de clôture, à titre de chercheur dans le domaine de la législation de la radio.

Le lancement d'un numéro thématique de la revue *Fréquence/Frequency* suivra le vin d'honneur (voir encadré).

Le public visé par les organisateurs du colloque? Des spécialistes de la radio, de préciser la professeure

Legris: qu'il s'agisse d'universitaires (professeurs, chercheurs ou étudiants), de professionnels (journalistes, animateurs, réalisateurs, auteurs-compositeurs...), ou de membres des associations concernées (dont ceux de l'ASCRT/AERTC), les participants ciblés s'intéressent au média radiophonique, et non seulement à la télévision et aux communications multimédias. « Nous espérons ainsi, conclut-elle, faire avancer la réflexion et la prise de conscience sur ce qu'est la radio, son histoire et son évolution, et la place qu'elle occupe véritablement dans notre vie quotidienne. »

* Renée Legris fut l'un des membres fondateurs du département d'études littéraires. Son travail de recherche dans le domaine de la radio s'est échelonné sur près de trente ans; il a entre autres porté sur la constitution d'archives radiophoniques (Bibliothèque nationale) et sur l'étude du contenu littéraire d'oeuvres radiophoniques (radioromans, radiothéâtres...). Quant aux travaux de Pierre Pagé, ils ont davantage exploré l'institution radiophonique: ses débuts, son histoire, son évolution, sa législation... Auteurs de plusieurs ouvrages spécialisés sur ces questions, les professeurs Legris et Pagé ont notamment publié un *Répertoire des oeuvres radiophoniques*

La radiodiffusion 1922-1997

Lors du colloque consacré au 75e anniversaire du média radiophonique (voir ci-contre), l'ASCRT/ AERTC procédera au lancement d'un ouvrage collectif réalisé sous la direction du professeur Pierre Pagé, du département des sciences de l'éducation. Le titre: *La Radiodiffusion 1922-1997/Broadcasting's 75th Anniversary*. Il s'agit en fait d'un numéro thématique de la revue *Fréquence/ Frequency* (280 pages, nos 7-8), que publie l'Association une fois l'an. «L'histoire de la radio intéresse relativement peu les universitaires, constate Renée Legris, professeure au département d'études littéraires et co-signataire de l'ouvrage. D'où l'intérêt de cette publication-bilan, car si elle met en lumière des lacunes, elle vient aussi en combler un certain nombre. »

Ainsi, elle établit une première chronologie de l'évolution de la radiodiffusion au Québec et au Canada depuis 1899 (Pierre Pagé); propose une série de portraits historiques et de résultats de recherches sur des personnes-clés qui ont marqué les débuts de la radio; présente des textes sur l'état des sources et des recherches archivistiques au Québec et au Canada; soumet un dossier d'actualité sur l'évolution des radios communautaires et leurs difficultés de développement dans le paysage législatif actuel. Enfin, des témoignages de diverses personnalités de la radio complètent le tableau.

En sus des professeurs Pagé et Legris, signalons que Michel Pichette, agent de développement aux Services aux collectivités, est au rang des collaborateurs de la revue.



Par ailleurs, les communications présentées lors du colloque sur les 75 ans du média radiophonique seront publiées dans une prochaine parution de *Fréquence/Frequency*.

L'UQAM

Éditeur

La direction du service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888, Succ. «Centre-ville»
Montréal, Qué., H3C 3P8
Service de l'information interne
Directeur: Jean-Pierre Pilon
Rédaction: service de l'information interne
Tél.: 987-6177
Télécopieur.: 987-0306
Local J-M330

Adresse électronique:
JOURNAL.UQAM@UQAM.CA
Version W3: <http://www.medias.uqam.ca/si967/JOURNAL/Journal.html>
Le service de l'information interne est responsable de la publication de l'UQAM dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.

Publicité:

Rémi Plourde: 987-4043
secrétaire Diane Hébert 987-6177
Imprimerie: Payette et Simm
Mise en page: Centre de graphisme/SIRP
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

Dans le sillage du Comité du changement

Le Journal présente ici les deux derniers volets consacrés aux recommandations du Rapport du Comité du changement et rappelle, à l'approche de la réunion spéciale de la Commission des études, les grandes lignes de la consultation menée à ce sujet.

Le Comité des suivis - en vertu du mandat qui lui a été confié par la Commission des études - fera une synthèse de la consultation et présentera un rapport lors d'une réunion spéciale de la Commission des études, le 21 octobre prochain. Toutefois, avant de conclure ses travaux, il mènera une dernière série de rencontres (sujette à d'éventuelles modifications ou ajouts ultérieurs) en accueillant successivement les chargés de cours et le Comité de la vie étudiante (6 octobre), les directeurs de programmes de cycles supérieurs (8 octobre), l'Association des cadres de l'UQAM (10 octobre) et, finalement, l'exécutif du SEUQAM (15 octobre). Signalons qu'une réunion

avec des associations étudiantes (AGEsshalcUQAM, ADEESE-UQAM, AEESG-UQAM) devrait se tenir entre les 10 et 15 octobre.

En outre, le Comité des suivis a vu à présenter le rapport du Comité du changement à la communauté universitaire et a déjà rencontré, entre les 16 septembre et 2 octobre 1997, des groupes (vice-doyens, responsables de départements, de centres, laboratoires et instituts, etc.), les secteurs (école des sciences de la gestion, sciences, sciences humaines, éducation, lettres et communications, arts) et les sous-commissions (études avancées et de la recherche, études de premier cycle, ressources) afin de

recevoir leurs opinions, commentaires et réactions.

En ce qui concerne les trois principaux syndicats de l'Université, ils ont amorcé une série d'activités de réflexion sur ce Rapport; en voici, brièvement exposés, les principaux éléments.

Le syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAM (SPUQ) a consacré son dernier bulletin d'information (SPUQ-Info) à la position de son conseil exécutif sur le Rapport du Comité; le prochain numéro se veut un forum d'opinions faisant appel aux contributions individuelles ou collectives. Deux débats sont également prévus sur les enjeux du changement, à savoir un conseil syndical élargi le 2 octobre prochain ainsi qu'une assemblée générale le 16 octobre.

Le comité exécutif du syndicat des employés et employées de l'UQAM (SEUQAM) a organisé sa propre consultation quant aux recommandations du Comité du changement. L'objectif: préparer un document à soumettre au Comité des suivis qui tienne compte des préoccupations et des attentes des membres face aux changements à venir. Tous les membres furent conviés à trois rencontres de consultation les 23, 25 et 29 septembre derniers. Soulignons que le Comité des suivis a demandé que soit menée une autre consultation auprès de l'ensemble des membres du syndicat. Pendant la semaine du 6 octobre, quatre rencontres sont prévues avec les employés qui seront regroupés en secteurs: sciences; sciences humaines et sciences de la gestion; arts, lettres et communications; secteur administratif.

Pour l'instant, les membres du syndicat des chargés et chargées de cours de l'UQAM (SCCUQ) participent activement aux échanges sur la question lors de rencontres de secteurs et de réunions des unités.

Quant à l'Association des cadres de l'UQAM, elle a tenu, le 11 septembre dernier, une assemblée générale pendant laquelle le Rapport du Comité du changement fut présenté aux membres. En outre, deux semaines plus tard, on a organisé une demi-journée d'études avec des ateliers, entre membres, sur divers aspects du Rapport. Le tout sera suivi, au début d'octobre, d'une réunion du CA de l'Association afin de faire le point sur les opinions des membres et d'élaborer sa position en ce qui a trait à la réforme envisagée.

La réorganisation de l'enseignement et de la recherche

Simplifier le processus d'admission des étudiants, instaurer une plus grande cohérence dans les programmes, favoriser leur arrimage avec la recherche et le milieu du travail, accroître l'ouverture aux autres disci-

plines et aux autres institutions, utiliser de manière optimale les ressources d'enseignement, voilà notamment ce à quoi invite le Comité du changement dans la partie de son rapport consacrée à l'organisation de

l'enseignement et de la recherche. Plus de 40 propositions, organisées autour de neuf axes de réflexion, y sont formulées. Le compte rendu qui suit évoque certaines des voies de changements envisagés.

Le recrutement, l'accueil et l'admission

Au chapitre du recrutement, le Comité suggère de poursuivre les contacts avec les cégeps et autres institutions. Côté accueil, le Comité souhaite personnaliser davantage le rapport avec la clientèle adulte. Enfin, sur la question de l'admission, le Comité tient compte tant des critiques adressées au système (lenteur, lourdeur, rigidité) que des mesures déjà prises pour l'améliorer: il recommande de poursuivre les efforts entrepris au 1er cycle, de simplifier l'admission aux cycles supérieurs et d'améliorer la concertation entre le Registrariat et les programmes.

risquent de conditionner la survie de certains programmes à ce genre de collaborations. Par ailleurs, le Comité estime que les programmes d'études de l'UQAM doivent s'ouvrir plus largement aux collaborations multidisciplinaires, notamment par la conception de mineures et de majeures.

Le lien formation-recherche et le lien formation-emploi

Le Comité du changement estime essentiel, compte tenu des ressources disponibles, que l'UQAM fasse des choix de développement d'axes de recherche et appuie plus particulièrement les équipes se situant dans ces axes. En outre, le Comité invite les programmes de cycles supérieurs à réfléchir davantage aux moyens permettant d'assurer «un meilleur arrimage de la recherche à la mission de formation». Enfin, le Comité recommande d'accentuer l'embauche d'étudiants à titre d'assistant de recherche. En ce qui concerne le lien formation-emploi, le Comité se garde de donner à l'Université la mission de «former sur mesure» mais souhaite que la préoccupation pour que la formation conduise à l'emploi soit plus présente dans les programmes, modules et départements.

Le travail d'enseignement

Constatant que les chargés de cours comptent pour la moitié du personnel enseignant et dispensent en moyenne 60% des cours de premier cycle, le Comité du changement propose d'élargir leurs tâches de façon à ce qu'ils collaborent davantage à la vie académique, notamment à l'encadrement des étudiants. Par ailleurs, dans la mesure où «les chargés de cours ne constituent pas une main d'oeuvre d'appoint», le Comité estime qu'ils devraient être mieux représentés dans les instances de l'Université. Enfin, le Comité recommande de poursuivre la réflexion sur la tâche professorale.

L'organisation académique: une question stratégique

Dans la troisième partie de son rapport, le Comité du changement se prononce sur un cadre général d'organisation qui «trace les contours d'une Université qui soit plus que jamais dédiée à la formation et à la réussite de ses étudiants». Le cadre général retenu s'inspire des grandes orientations du projet de restructuration élaboré par le Groupe de travail sur l'organisation académique qui, lui-même, s'est inspiré des plans d'action des unités académiques. Le cadre proposé comporte cinq grands volets.

Le rapprochement module-département

Selon le Comité, il est essentiel que «les responsabilités des départements à l'endroit des programmes de premier cycle soient non seulement précisées, mais qu'elles s'apparentent à celles qu'ils ont à l'égard des cycles supérieurs, et ce afin d'assurer une continuité entre les cycles». Le Comité croit également qu'il faut préserver les forces de la structure modulaire comme lieu d'élaboration de programmes, comme lieu d'accueil, d'identification et de participation active des étudiants.

La création de secteurs

On propose que les secteurs*, dont les départements feraient partie intégrante, soient reconnus, renforcés et assumés, outre les fonctions des familles, celles reliées aux programmes des cycles supérieurs et à la recherche. Il est recommandé d'approuver la création des secteurs École des sciences de la gestion, arts, sciences et sciences humaines. On propose également de transformer les

comités de secteurs en «conseils académiques» qui compteraient, entre autres, des représentants des professeurs, des chargés de cours, des étudiants et des employés de soutien. Enfin, le Comité souhaite que l'Université développe d'autres moyens de reconnaître les champs d'études rassembleurs.

Les transformations des instances centrales

Le Comité partage la préoccupation des plans d'action d'alléger la structure qui ralentit le développement de nouveaux programmes et leur révision. Dans cet esprit, le rapport propose que la Commission des études crée immédiatement un comité spécial ayant pour mandat de revoir le rôle de la Commission et des instances qui en dépendent.

La restructuration du vice-rectorat à la formation et à la recherche

Le Comité du changement croit que la création d'instances sectorielles et l'éventuelle disparition des décanats à la programmation transformeront profondément l'organisation du vice-rectorat à la formation et à la recherche. Aussi souhaite-t-il que la vice-rectrice concernée soit mandatée pour proposer une nouvelle structure pour son vice-rectorat.

Des reconfigurations particulières

Des départements du secteur des sciences humaines ont proposé des projets de reconfigurations particulières qui ont été reçus favorablement par le Comité du changement. Il s'agit, notamment, de la création

d'une École supérieure conjointe en droit et science politique**, d'une École de travail social, d'un Institut international de philosophie et du Regroupement de toutes les forces en psychologie.

La mise en oeuvre de ce cadre général serait confiée à un comité d'implantation***. De plus, on recommande, pour le moment, de procéder à une seule restructuration des fonctions et responsabilités académiques, sans engager immédiatement l'Université dans une restructuration des responsabilités administratives. Ces changements, estime le Comité, pourront avoir des impacts sur les conventions collectives, sur le plan réglementaire et, surtout, «ne devront pas avoir des impacts financiers qui aggraveraient la situation budgétaire de l'Université».

* Plusieurs unités académiques veulent se regrouper sur une base sectorielle de façon à favoriser la continuité des programmes aux trois cycles, à rapprocher les décisions des activités de formation des étudiants et à resserrer la concertation.

** Cette demande des départements de sciences juridiques et de science politique se réaliserait, selon le Comité du changement, à condition qu'elle se situe dans le cadre des balises que lui fixera le comité d'implantation.

*** Le comité d'implantation, qui serait présidé par la rectrice, verrait à accompagner les unités académiques dans la mise en oeuvre du changement, à maintenir l'esprit participatif et consultatif et, finalement, à bien analyser et mesurer l'impact des changements proposés.

«La Galerie de l'UQAM sera un lieu d'art ouvert et accueillant»

Louise Déry, nouvelle directrice de la Galerie UQAM

«**L**a Galerie de l'UQAM doit être un instrument de prestige et de rayonnement, un lieu d'excellence, correspondant aux orientations d'avenir de l'Université», c'est ainsi que sa nouvelle directrice, Mme Louise Déry, définit la mission de la Galerie.

Spécialiste de l'art contemporain et muséologue d'expérience, Mme Déry détient un doctorat en histoire de l'art. Elle a dirigé le Musée régional de Rimouski (1986-1987), exercé la fonction de conservatrice de l'art actuel au Musée du Québec (1987-1992) et au Musée des beaux-arts de Montréal (1992-1995) et oeuvré ensuite comme consultante et commissaire d'expositions. À ces divers titres, elle a conçu, réalisé ou coordonné près d'une centaine d'expositions. En 1992, elle obtenait le Prix d'excellence de l'Association des musées canadiens pour le carac-

tère novateur de son travail de conservatrice.

Mme Déry compte accentuer les collaborations avec plusieurs institutions muséales et spécialistes renommées. Elle aimerait également développer et consolider le partenariat avec des galeries d'art universitaires reconnues au Québec et à l'étranger, comme le *Bard College* dans l'État de New York, la *Renaissance Society* de l'Université de Chicago ou l'*École d'art* de Marseille. «Des lieux, précise-t-elle, qui rayonnent par la qualité de leur programmation et par leur capacité de cibler les principaux enjeux en art contemporain». Des liens qui, en outre, favoriseraient la diffusion de productions d'artistes québécois à l'étranger.

Mme Déry envisage la Galerie comme un espace de diffusion dynamique et professionnel, un outil artistique et intellectuel performant

qui doit profiter du cadre universitaire comme lieu de pensée et de réflexion. Enfin, la Galerie continuera à présenter le travail d'artistes d'ici et d'ailleurs à l'intérieur d'expositions thématiques ou de type monographiques. Elle poursuivra également l'organisation d'expositions sur l'art ancien et l'histoire de l'art, tout en étant partie prenante du champ de connaissances en art contemporain. Car, souligne Louise Déry, «ce qui fait bouger la muséologie, ce qui bouscule les formes plus classiques de l'art, en termes d'expositions, c'est l'art contemporain». Quant à la présence d'oeuvres d'étudiants et de professeurs de l'UQAM à la Galerie, elle constituera toujours un «élément clé de la programmation».

Rappelons qu'en plus de l'enseignement à l'Université Laval, à l'Université de Montréal et à l'UQAM, Mme Déry a publié une vingtaine de catalogues d'exposition



Arold Blanchet.

Mme Louise Déry, nouvelle directrice de la Galerie UQAM.

au Québec et à l'étranger, et collaboré à plusieurs revues spécialisées en muséologie et en histoire de l'art. Elle poursuit un travail de réflexion et d'écriture sur plusieurs questions

telles que les rapports entre l'art et l'espace public, la muséologie de l'art contemporain et l'éthique.

Reconnaissance des groupes étudiants

L'UQAM se dote d'une nouvelle politique

En vertu d'une nouvelle politique d'agrément, les groupes étudiants, s'ils veulent être reconnus par l'UQAM, devront déposer, entre le 10 et le 15 octobre ou entre le 10 et le 15 février prochains, une demande d'agrément à la Direction des services à la vie étudiante. Comme le rappelle Mme Johanne Fortin, directrice adjointe des Services à la vie étudiante, la nouvelle Politique d'agrément des groupes étudiants, adoptée par le Conseil d'administration en mai dernier et en vigueur présentement, s'ajoute à la Politique de reconnaissance des associations étudiantes de programmation adoptée en 1996.

Objectifs et champ d'application

«Comme il n'y avait pas de modèle pré-établi, à l'UQAM ou ailleurs, il a fallu faire preuve d'innovation et de créativité afin de dégager

un consensus pour définir des critères de reconnaissance, tout en tenant compte de l'évolution de la vie associative», d'expliquer Mme Fortin. En accordant une reconnaissance institutionnelle à des groupes étudiants universitaires qui ne relèvent pas de la programmation académique, la politique d'agrément poursuit trois grands objectifs: 1) favoriser la participation de la communauté étudiante à la vie institutionnelle; 2) créer un climat et un milieu de vie propices à la formation et au développement personnel des étudiants; 3) entretenir des rapports harmonieux entre la communauté étudiante et l'UQAM.

Comment définir un groupe étudiant agréé

Il s'agit, en fait, de groupes d'étudiants de l'UQAM qui poursuivent



J. A. Martin

Mme Johanne Fortin, directrice adjointe des Services à la vie étudiante et principale responsable de la mise en oeuvre de la politique d'agrément des groupes étudiants.

des objectifs collectifs et communautaires contribuant à la vie étudiante universitaire et enrichissant la vie intellectuelle, culturelle et sociale des étudiants. Le groupe devra être composé majoritairement d'étudiants de l'UQAM, ainsi que son conseil d'administration ou son instance décisionnelle. Selon Mme Fortin, on compte actuellement à l'Université une trentaine de groupes étudiants* dont les besoins ne sont pas nécessairement les mêmes. Soulignons qu'un groupe, qui est un comité local d'une organisation non confessionnelle nationale ou internationale non financée par un parti politique et non partisan, pourra obtenir l'agrément. Il devra poursuivre des objectifs de

sensibilisation et d'intervention auprès de la communauté étudiante par rapport à des causes de types humanitaire et communautaire. Les ailes jeunesse des corporations professionnelles sont exclues de cette politique et quant aux groupes ethniques, des discussions auront lieu pour savoir s'ils satisfont aux conditions d'agrément.

Demande et renouvellement d'agrément

Les groupes étudiants pourront déposer leur demande d'agrément et devront solliciter un renouvellement à tous les deux ans, entre le 10 et le 15 octobre ou entre le 10 et le 15 janvier. Les demandes devront notam-

ment spécifier les étudiants qu'ils entendent regrouper, préciser les buts et les objets pour lesquels ils sont constitués et, surtout, démontrer leur contribution à la vie universitaire. Enfin, les demandes seront évaluées par un comité d'agrément qui veillera également à établir les critères d'attribution des subventions**. Ce comité, qui est en voie d'être constitué et qui relèvera du Comité de la vie étudiante***, sera composé d'une majorité d'étudiants (7) élus par les membres des groupes agréés, de la directrice adjointe des Services à la vie étudiante, laquelle présidera le comité, et d'un représentant de chacun des cinq vice-rectorats.

* Mentionnons, à titre d'exemple, le Centre de femmes, l'Association des lesbiennes et gais de l'UQAM, le Centre d'écoute de référence Halte Ami, la Coop-UQAM, etc.

** Une subvention peut être attribuée annuellement au groupe universitaire agréé. Le groupe agréé désirant l'obtenir doit déposer une demande au comité d'agrément avant le 15 octobre ou le 15 février de chaque année. À noter que l'Université accordera aux groupes universitaires agréés certaines ressources: local de secrétariat, kiosque d'information, accès aux services d'imprimerie, autorisation d'afficher sur les tableaux d'affichage et d'utiliser les présentoirs, etc.

*** Le Comité de la vie étudiante relève du Conseil d'administration et de la Commission des études.

Vite lu

Gueuleton touristique

La Chaire de tourisme de l'UQAM invite la communauté universitaire à assister à son premier *Gueuleton touristique* de la session. À raison de cinq par année, les Gueuletons débutent par un léger repas, suivi ensuite d'une conférence. La première, qui aura lieu le 9 octobre, interrogera la décision du ministre d'État à la métropole d'agrandir le Palais des Congrès: cette décision constituera-t-elle l'élément déclencheur pour améliorer l'esthétique du milieu urbain? Le dé-

veloppement de la Cité internationale permettra-t-il d'avantager Montréal face à la concurrence? Pour en discuter, deux conférenciers invités, M. François Lebrun, p.d.g. du Palais des Congrès et Mme Renée Daoust, architecte-urbaniste. Il faut réserver avant mardi, le 7 octobre 1997, à midi.

Date: Jeudi, le 9 octobre 1997
Heure: 12h15 à 13h45
Lieu: Local D-R200,
Coût: 5\$
Infos: (514) 987-6670

Gens d'ailleurs

Peter Leuprecht

Le département des sciences juridiques reçoit, cette année, la visite de Monsieur Peter Leuprecht, ancien secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe et grand spécialiste des droits de la personne. Dans le cours qu'il est invité à donner cet automne, à l'occasion du lancement du programme de droit international à la maîtrise, M. Leuprecht entend approfondir avec ses étudiants diverses problématiques fondamentales liées aux droits de la personne. Torture et atteintes à la dignité humaine, situation des demandeurs d'asile, protection des droits économiques, sociaux et culturels, conflits entre liberté d'expression et autres droits de la personne, autant de sujets qui seront abordés par cet éminent professeur au cours de la session.

Une carrière prestigieuse

Lauréat du Prix du Civisme Européen, auteur de nombreuses publications et fervent défenseur des droits de l'homme durant ses 36 ans de carrière au Conseil de l'Europe, M. Leuprecht, autrichien d'origine et juriste de formation, a en outre enseigné durant plusieurs années à l'Institut d'études politiques de l'Université de Strasbourg et au Centre européen universitaire de Nancy. Professeur invité au département des sciences juridiques de l'UQAM jusqu'en décembre, il sera accueilli, la session prochaine, par l'Université McGill. M. Leuprecht partage également son temps avec le ministère de la Justice, pour lequel il fait de la consultation. En quoi consiste son travail à Ottawa? «Le Canada, à l'instar des États-Unis et du Japon, a récemment obtenu le



M. Peter Leuprecht, ancien secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe et professeur invité au département des sciences juridiques.

statut d'observateur au Conseil de l'Europe. À titre de consultant, j'ai pour mission d'aider le gouvernement canadien à organiser ses relations avec les instances européennes tout en le conseillant sur l'usage qu'il peut faire de son nouveau statut d'observateur».

Interrogé sur les raisons qui ont motivé sa venue au Québec, M.

Leuprecht précise qu'il avait envie de quitter l'Europe et que la perspective de combiner une charge d'enseignement à Montréal, où il avait déjà séjourné, et un travail pratique pour le gouvernement, à Ottawa, l'a séduit. Autre motif évoqué, l'attitude canadienne au niveau international, qu'il juge nettement plus progressiste que celle de nos voisins américains, ce qui explique pourquoi il n'a pas envisagé s'établir aux États-Unis. C'est d'ailleurs son intransigeance en matière de politique internationale et de défense des droits de la personne qui l'a mené à quitter ses fonctions au Conseil de l'Europe, geste qui n'a pas été sans faire couler beaucoup d'encre.

Un ardent défenseur des droits de la personne

Lorsque le numéro deux du Conseil de l'Europe a annoncé, en juin dernier, qu'il abandonnait son poste pour aller enseigner dans deux universités canadiennes - alors que son mandat ne devait se terminer qu'au printemps 1998 -, plusieurs analystes de la scène internationale ont été intrigués, d'autant plus que la démission avant terme d'un secrétaire général adjoint constituait une première dans les 50 ans d'histoire du Conseil. «Je suis connu pour mon franc-parler et je suis resté fidèle à

moi-même. Lorsque les journalistes m'ont questionné sur les raisons de mon départ, j'ai brisé le silence diplomatique en critiquant les politiques récentes adoptées par le Conseil», de préciser M. Leuprecht.

Le professeur Leuprecht reproche à l'Organisation des 40 de faire preuve de mollesse à l'endroit des États-membres en ce qui concerne le respect des droits démocratiques et des libertés fondamentales. «Depuis 1989, l'Europe a changé et je suis de ceux qui ont salué ces changements. Toutefois, je considère qu'après la chute du mur de Berlin, le Conseil a été élargi trop rapidement. Pour des raisons politiques, on a admis des États, par exemple la Croatie, qui sont loin d'être démocratiques et qui ne respectent pas la convention européenne des droits de l'homme». Selon Leuprecht, le Conseil aurait dû vérifier plus à fond la progression de certains pays dans la voie de la démocratie avant de les admettre et veiller à ce que les engagements pris lors de l'admission soient mieux respectés. Rappelons qu'avant d'être élu secrétaire général adjoint, M. Leuprecht a occupé, de 1980 à 1993, au sein du Conseil, le poste de directeur des droits de l'homme.

Un tout nouveau laboratoire d'enseignement en multimédia interactif



Sylvie Trépanier

Le département des communications de l'UQAM possède désormais son laboratoire d'enseignement en multimédia interactif. Érigé au

coût de 400 000 \$, et ce, grâce aux efforts conjoints du Service des immeubles et de l'équipement (aménagement ergonomique des lieux),

des services de l'audiovisuel (interconnexions) et de l'informatique et des télécommunications (gestion de l'équipement) et de professeurs du département, le laboratoire comprend des postes de travail informatiques couplés avec les équipements audiovisuels. Ils prennent donc en compte les diverses facettes de la production multimédia interactif. Ces postes sont munis de deux moniteurs, d'un clavier musical et d'une tablette graphique. Certains ont une capacité de traitement vidéo numérique, d'autres sont dotés d'équipements spécialisés dans le design sonore.

«Ce laboratoire est principalement destiné aux étudiants inscrits au baccalauréat ou à la maîtrise en multimédia interactif, d'expliquer Louis-Claude Paquin, professeur au département des communications. Nous voulons former des concepteurs en multimédia, capables de diriger des équipes de production. Nous cherchons donc à initier les gens à la méthodologie, c'est-à-dire la connaissance des composantes essentielles du processus de production, tout en cultivant chez eux une capacité d'innovation, c'est-à-dire de création de contenus.»

Pour une approche transdisciplinaire de la psychanalyse

Le groupe d'études psychanalytiques interdisciplinaires (GÉPI) propose désormais aux étudiants inscrits à des programmes de cycles supérieurs une série de sept séminaires essentiellement consacrés à la théorie psychanalytique.

«Notre groupe d'études a été fondé il y a une dizaine d'années par des professeurs - provenant de disciplines diverses - intéressés à la psychanalyse, d'expliquer Marie Hazan, aujourd'hui coordonnatrice du GÉPI. Nous voulions alors rompre l'isolement dans lequel se trouvait chaque professeur, collaborer ensemble de manière pluridisciplinaire et interuniversitaire. C'est dans cette perspective, c'est dans cet esprit que nous offrons maintenant les séminaires; nous désirons regrouper les étudiants, qui veulent en connaître davantage sur la psychanalyse, afin de créer un lieu à la fois de discus-

sions, de réflexions, d'échanges et de recherches. Bref, nous désirons «unifier» ce grand débat et, conséquemment, faire reconnaître le champ épistémologique de la psychanalyse».

Ainsi met-on à la disposition des candidats aux diplômes de cycles supérieurs une «banque» de sept cours:

- un séminaire annuel intitulé «Théories, épistémologie et méthodes psychanalytiques» qui s'adresse avant tout aux étudiants de doctorat, aux chercheurs postdoctoraux ainsi qu'aux praticiens du champ clinique;
- trois séminaires automnaux, offerts par le département d'études littéraires, ayant pour objet les trois grands thèmes suivants: «Les manuscrits des schizographes de Saint-Jean-de-Dieu, de 1873 à 1950»; «Freud: écrire le roman de l'autre»; «En quête de signes:

théories et pratiques de la fin»;

- enfin, trois séminaires hivernaux seront respectivement disponibles pour les étudiants inscrits en études littéraires (ou sémiologie), en sciences de l'éducation ainsi qu'en psychologie. Il s'agit, dans le même ordre, de «Texte, langage, expression picturale et psychopathologie», de «Psychanalyse et éducation» et, finalement, «Féminité-masculinité».

À noter que des cours interdisciplinaires d'études psychanalytiques seront éventuellement offerts en sciences politiques, en sociologie, en sexologie et en arts.

Pour en savoir davantage sur les conditions d'admission ou sur le contenu même de ces séminaires, on peut rejoindre Marie Hazan au 987-3000, poste 7864 ou par messagerie électronique: hazan.marie@uqam.ca



Suzanne Rochette

Madame Marie Hazan, professeure au département de psychologie et responsable du groupe d'études psychanalytiques interdisciplinaires (GÉPI).

Le Guide de féminisation: enfin disponible!

Le Comité d'accès à l'égalité, en collaboration avec l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), a procédé au lancement du document officiel de féminisation linguistique qui sera acheminé sous peu à chacune des unités administratives et académiques de l'UQAM. De plus, selon le Secrétaire général, le Guide devrait pouvoir figurer sur un site Web dès novembre, ce qui permettra à l'ensemble de la communauté universitaire de prendre acte de la liste féminisée des titres de fonctions et de statuts de l'UQAM, de connaître les règles de féminisation syntaxiques spécifiques aux formulaires et aux textes de type informatif ou juridique, et enfin, d'en savoir davantage sur les stratégies de rédaction permettant d'éviter les doublets.

L'UQAM: une institution novatrice

Lors de la présentation du document officiel, Mme Denise Pelletier,

adjointe à la vice-rectrice à la planification stratégique et financière et Secrétaire général, a révélé qu'au sein des organisations internationales où elle a déjà œuvré, le simple fait d'indiquer «directrice» sur sa carte d'affaires causait tout un émoi, ce qui l'a amenée à souligner «à quel point l'UQAM est novatrice en matière de féminisation». Mme Évelyne Tardy, directrice de l'IREF, après avoir mentionné que le Québec avait la chance de ne pas avoir une Académie française - «...et croyez-moi c'est une sacrée chance!» - a insisté sur l'importance politique de la féminisation: «La langue, c'est un pouvoir et c'est pour cela qu'il y a autant de résistance». Enfin, Mme Huguette April, responsable du Comité d'accès à l'égalité, a rappelé que «si le Guide de féminisation a réussi à être publié, c'est en particulier grâce au travail de ses auteures, soit Mme Jacqueline Lamothe, professeure au département de linguistique de l'UQAM et son équipe».



Arnold Blanchet

Les auteures du Guide de féminisation: Mme Fernande Dupuis, professeure associée au département de linguistique (à gauche), Mme Jacqueline Lamothe, professeure au département de linguistique (au centre) et Anne-Marie Benoit, linguiste et coordonnatrice des cours de grammaire du français écrit (à droite).

Une aventure qui a duré plus de 15 ans

Invitée à prendre la parole, Mme Lamothe a tenu à préciser que, bien qu'il s'agit d'un petit ouvrage, fort modeste physiquement, le Guide est pourtant lourd symboliquement

puisqu'il constitue l'aboutissement de nombreuses années de travail et d'efforts consacrés à la cause de la féminisation». L'auteure rappelle en effet que c'est en 1979 qu'une douzaine de femmes, membres du Groupe interdisciplinaire d'enseignement et de recherches féministes, exigent une désignation au féminin des fonctions qu'elles occupent au sein de l'UQAM. Le vice-recteur de l'époque se voit alors confié le mandat de créer un comité de féminisation. Le comité, mis sur pied à l'automne 1980 et ayant pour mandat de féminiser les titres, statuts, métiers et professions, verra le Conseil d'administration de l'UQAM adopter et sanctionner ses propositions quelques mois plus tard.

En 1981, le Comité est appelé à poursuivre ses travaux, cette fois dans le but de trouver des solutions syntaxiques de féminisation pour l'ensemble des documents officiels. «Ce travail devait prendre plus de 10

ans au lieu de l'année prévue, d'affirmer Mme Lamothe. Le retard n'étant pas dû de simples difficultés d'ordre linguistique mais plutôt [...] aux quelques petits noyaux d'une résistance qui se sera finalement émoussée avec le temps». Pour contourner cette résistance et faire bouger les choses, le Comité usa d'une stratégie bien connue des Québécois et Québécoises: l'étalement. C'est ainsi qu'en 1984, la féminisation d'un premier type de document, les formulaires, fera l'objet d'une résolution du Conseil d'administration. En 1986, les conventions collectives féminisées entreront en vigueur. En 1990, on assistera à l'adoption des règles de féminisation des textes de règlements et de politiques et le Comité sera invité à proposer un guide pour tous les autres types de documents. Un guide sera déposé en 1992 mais ce n'est qu'en 1996 que la demande adressée à la nouvelle rectrice, Mme Paule Leduc, permettra de réactiver le dossier.

Vite lus

Des étudiants du MBA-Recherche se distinguent

Deux étudiants finissants au programme d'administration des affaires (MBA), profil recherche, se sont distingués récemment pour la qualité de leurs travaux. Mme Rocio Güeto (option finance) s'est vue décerner le prix Robert L. Richardson d'excellence en étude du commerce international. Ce prix

reconnait l'excellence du dossier académique de Mme Güeto et la qualité de son mémoire, dirigé par le professeur Michel Bergeron. Par ailleurs, M. Pierre-Yves Sanséau (option Personnel) a été mis en nomination et retenu parmi les trois meilleures candidatures pour recevoir la Médaille du Gouverneur général, 1996-1997. Le jury a reconnu ses résultats scolaires exceptionnels et l'excellence de son mémoire, dirigé par la professeure Ginette Legault.

Bourses de recherche de la Chaire Bombardier

Quatre étudiants ont obtenu des bourses de recherche de la Chaire Bombardier en gestion des entreprises transnationales. Ce sont: Jan Propeck, candidat au doctorat en administration (5 000 \$) ainsi que Jeanne-Chantal Faye (3 000 \$), Zhu Li (3 000 \$) et Roger-Marc Gagnon (3 000 \$), tous trois inscrits au MBA-Recherche.

En gestion du tourisme et de l'hôtellerie

Réforme du programme de baccalauréat

Depuis septembre, le programme révisé de baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie donne la priorité à l'acquisition de compétences liées à la gestion des organisations et des services touristiques en termes de qualité, d'efficacité et de productivité*. Le programme cherchera à «renforcer la compétence en matière de gestion et à s'assurer que tous reçoivent une formation en gestion de projet» de préciser M. Louis Jolin, directeur du module de gestion du tourisme et de l'hôtellerie.

Parmi les autres changements apportés au programme, afin de permettre de renforcer la formation en gestion, signalons: l'élargissement du tronc commun (21 cours obligatoires au lieu de 16); l'ajout de cours dans les concentrations; une nouvelle formule de stages de type coopératif; une plus grande attention accordée à la maîtrise de l'anglais; l'internationalisation de la formation.

Le nouveau tronc commun**, qui intègre désormais des cours provenant à l'origine des concentrations, vise, souligne M. Jolin, à «permettre une plus grande polyvalence et un choix plus éclairé d'une concen-



M. Louis Jolin, directeur du module de gestion du tourisme et de l'hôtellerie.

tration». Par ailleurs, une nouvelle formule offrira aux étudiants la possibilité de faire un stage, non crédité mais rémunéré, dans une entreprise touristique, hôtelière ou de restauration, et ce afin de faire jouer au

milieu de l'emploi un rôle plus actif. Pour s'inscrire au stage, il faudra avoir complété 400 heures de travail dans un des trois domaines (tourisme, hôtellerie, restauration).

Fait innovateur à l'UQAM, on note, dans les règlements pédagogiques, qu'un cours de tronc commun est dispensé en anglais et que tous les étudiants admis au programme doivent, dès la première session, passer un test permettant de vérifier leurs connaissances en anglais. Comme l'explique M. Jolin, «il est inimaginable, dans le domaine du tourisme, que les gestionnaires ne possèdent pas une maîtrise minimale de la langue anglaise».

Enfin, en ce qui a trait au volet international, les étudiants peuvent, s'ils le désirent, suivre un cours, donné à l'Université de Montpellier, leur permettant de comprendre com-

ment des entreprises étrangères, similaires à des entreprises québécoises, appliquent les politiques inhérentes aux diverses fonctions managériales. Ils peuvent aussi s'inscrire à un Projet d'études internationales qui a pour objet de favoriser la prise de conscience de l'importance du contexte culturel dans les négociations et la gestion internationale en se concentrant sur une zone géopolitique particulière.

Plus de 400 étudiants sont actuellement inscrits à ce programme dont l'objectif consiste à former des professionnels du tourisme capables de gérer le phénomène touristique et les diverses entreprises qui y sont reliées. Le programme, qui est contingenté, comporte une concentration en tourisme et une autre en gestion hôtelière et de restauration. Cette dernière est offerte conjointement avec l'Institut de tourisme et d'hôtel-

lerie du Québec (ITHQ). Selon Louis Jolin, le secteur du tourisme au Québec, malgré sa fragilité, est en pleine croissance et les besoins en gestionnaires se font grandissants.

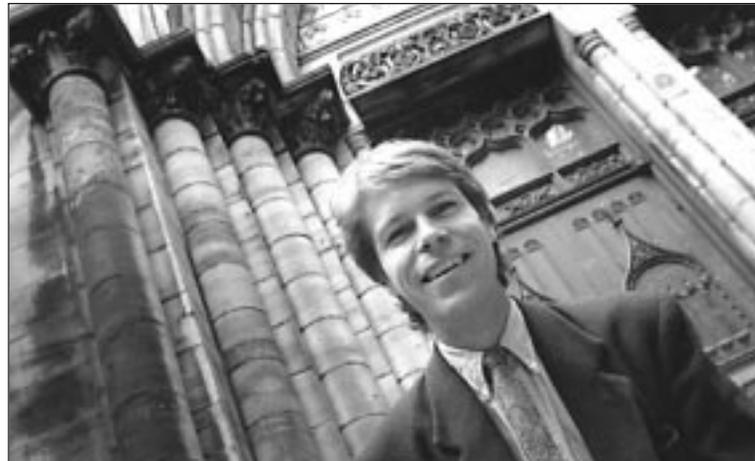
* Même si le programme aborde plus particulièrement le tourisme sous l'angle de la gestion, il vise aussi l'acquisition de compétences ayant trait à la compréhension et à l'analyse du phénomène touristique.

** Les cours ajoutés au tronc commun concernent notamment la gestion de l'exploitation et de la qualité dans les services touristiques, la gestion des ventes, la gestion de l'exploitation hôtelière et de restauration, la publicité, la planification et le contrôle de projets, les nouvelles technologies dans la gestion des entreprises touristiques, etc.

L'Inde au rendez-vous

Les 8, 9 et 10 octobre prochains se tiendront plusieurs festivités dans le cadre du Rendez-vous Québec-Inde. Ce dernier, organisé par les *Pélerins du savoir* en collaboration avec des représentants des communautés indiennes de Montréal, propose à toute la collectivité uqamiennne une série de conférences, de films, de concerts et de danses illustrant les diverses facettes de la culture de l'Inde (Voir encadré).

Rappelons que les *Pélerins du savoir* est un groupe de 16 étudiants - provenant de six disciplines différentes - qui se rendra en Inde, à l'hiver 1998, pour un séjour d'études de deux mois. Les buts de ce voyage? La sensibilisation aux dimensions culturelles et religieuses du sous-continent indien, l'acquisition d'une expertise organisationnelle ainsi que la mise en oeuvre d'une nouvelle approche pédagogique. «Et d'ajouter le professeur Mathieu Boisvert, du département des sciences religieuses, le Rendez-vous Québec-Inde se situe au coeur même de notre projet d'études. Il vise à déjà sensibiliser les étudiants, à les préparer à la culture de ce vaste sous-continent qu'est l'Inde en plus, bien sûr, de faire mieux connaître notre projet et d'amasser des fonds pour notre voyage qui coûte 81 000 \$. Finalement, en conviant les gens aux diverses activités, c'est une façon de les remercier de leur appui».



M. Mathieu Boisvert, instigateur du projet d'études en Inde et directeur des études de cycles supérieurs en sciences des religions à l'UQAM.

Horaire des activités

• Conférences

8 octobre: «La situation de la femme en Inde»/«Situation of Women in India», 18 h 30 - gratuit.

9 octobre: «Les civilisations de la Vallée de l'Indus et aryenne, le védisme et le brahmanisme», 18 h 30 - gratuit.

10 octobre: panel «Le dialogue inter-religieux en Inde: perspectives d'avenir»/«The Inter-religious Dialogue in India: Future Perspectives», 18 h 30 - gratuit.

• Films

9 octobre: «Sadhana» et présentation-discussion avec le réalisateur, 12 h 30 - gratuit.

10 octobre: «Salaam Bombay», 12 h 30 - gratuit.

• Concerts

9 octobre: «Musique Québec-Inde» sous la direction de NAKI accompagné de ses musiciens, 20 h 30 - frais d'entrée.

10 octobre: «Musique traditionnelle du Nord de l'Inde», 20 h 30 - frais d'entrée.

• Danse

8 octobre: «Danse traditionnelle de l'Inde», 20 h 30 - frais d'entrée.

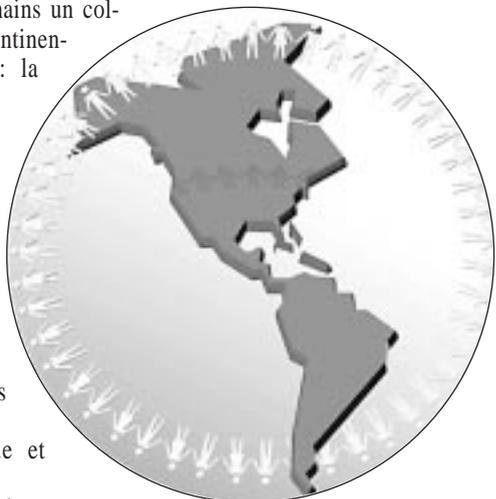
De plus, une exposition consacrée à divers aspects de la culture indienne sera présentée pendant les 3 jours de l'événement. À noter que toutes les activités se déroulent à la salle Marie-Gérin-Lajoie et au foyer Alfred-Laliberté de l'Université du Québec à Montréal. Pour information: 987-3000, poste 4664.

Chaire Téléglobe•Raoul-Dandurand Colloque sur la continentalisation des Amériques

En collaboration avec la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL) et le groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC) de l'UQAM, la chaire Téléglobe•Raoul-Dandurand organise les 16 et 17 octobre prochains un colloque sur le thème: «La continentalisation des Amériques: la place du Canada?».

Plus de trente invités locaux et internationaux provenant de différents milieux (privé, public et universitaire) viendront discuter des grands aspects suivants:

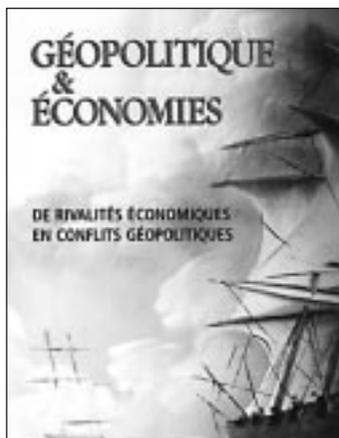
- historique et bilan des différentes initiatives d'intégration;
- dimensions économique et politique;
- enjeux sociaux et culturels;
- rôle des entreprises transnationales et des milieux financiers.



Pour obtenir davantage d'informations ou s'inscrire à ce colloque, téléphone: 987-6781 ou télécopieur 987-8502.

Titres d'ici

Géographie



Ce livre traite des rapports qu'entretiennent la géographie et l'économie des États. À partir d'exemples concrets du passé, comme ceux de la Mégare et Rome, et du présent, comme ceux de la Russie et de Hong Kong, les auteurs analysent les processus de recomposition géopolitique qui ont marqué l'Histoire d'hier et d'aujourd'hui. Et ce, en tenant compte non seulement de ceux qui

sont facilement perceptibles, mais aussi de ceux qui le sont moins.

À la lumière de leur enquête, les auteurs tentent de dégager la philosophie économique qui préside aux destinées des grands ensembles géopolitiques contemporains. Cette recherche débouche sur une remise en question philosophique de la mondialisation/délocalisation, des doctrines économiques et politiques qui les animent et de leurs conséquences pratiques, à savoir un certain « choc » des civilisations et des économies.

L'ensemble des questions soulevées peut donc intéresser les étudiants et les chercheurs en géographie, en histoire, en économie ou en science politique aussi bien qu'en philosophie. Rappelons que ce livre s'inscrit dans une série consacrée à la géopolitique et dont les deux premiers titres étaient *Géopolitique & Démocraties* (1995) et *Géopolitique & Idéologies* (1996).

M. Imbeault et Gérard A. Montifroy, *Géopolitique & Économie. De rivalités économiques en conflits géopolitiques*, Sciences et

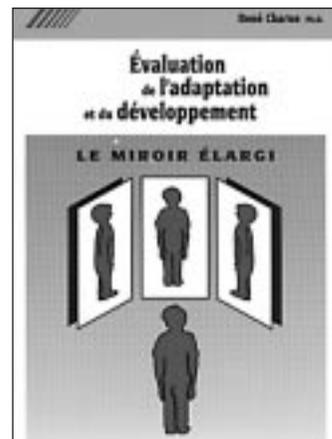
Culture et Frison-Roche, Montréal et Paris, 1997, 178 p.

Sciences de l'éducation

Cet ouvrage, écrit par un spécialiste de la psychopédagogie, est le second d'une trilogie consacrée à la formation en milieu scolaire*. Il devrait donc intéresser tout étudiant en éducation régulière spécialisée ou différenciée, en orthopédagogie, en psychopédagogie, en psycho-éducation ou en adaptation scolaire et sociale.

Son objet: l'important problème de l'évaluation diagnostique et plus particulièrement de sa conception actuelle. L'apport principal de ce livre est de développer le diagnostic - par ses effets thérapeutiques - comme étant déjà une stratégie d'intervention spécialisée en soi.

De plus, tout en insistant sur le caractère indispensable du dépistage précoce, l'auteur présente un essai de «schème générique d'évaluation



régulative et auto-régulative» directement utilisable dans les milieux de l'éducation, de la réhabilitation de la personne et de l'insertion sociale.

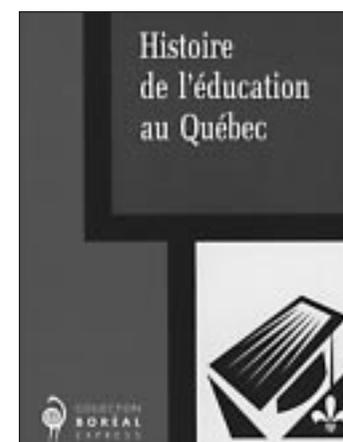
René Charue. *Évaluation de l'adaptation et du développement. Le miroir élargi: essai de schème générique*. Collection «Éducation spécialisée», Éditions nouvelles, Montréal, 1997, 134 p.

* Le premier, intitulé *De la normalité à ... l'anormalité*, a été publié en 1996. Quant

au troisième, *Nouvelles stratégies d'intervention spécialisées pour une individualisation de la formation*, il devrait paraître en décembre 1997.

Histoire de l'éducation au Québec

Dans un ouvrage publié récemment chez Boréal (collection Boréal express), Andrée Dufour, chargée de cours au département d'histoire à l'UQAM, retrace l'histoire de l'éducation au Québec et donne, en même



Titres d'ici

temps, l'occasion de suivre l'évolution politique, économique et culturelle de la société québécoise.

Le parcours commence avec les premières tentatives de scolarisation dans les colonies de la Nouvelle-France et du Bas-Canada. L'auteur se penche ensuite sur l'établissement d'un système scolaire permanent durant le régime de l'Union et les premières décennies de la Confédération, ainsi que sur le conservatisme, les innovations, les progrès et les problèmes qui ont caractérisé les longues décennies de forte présence cléricale. Enfin, elle brosse un tableau des grandes réformes éducatives qui ont particulièrement marqué la Révolution tranquille, et évoque les remises en question, les inquiétudes et les attentes qui traversent aujourd'hui la société québécoise.

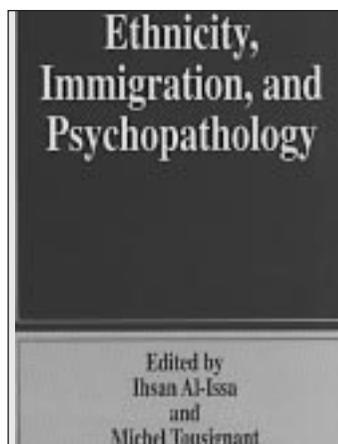
L'expression «éducation» englobe ici deux notions, voisines quoique distinctes: l'instruction et l'éducation proprement dite. L'analyse s'attarde donc à la fois sur «l'instruction, c'est-à-dire le processus de formation et d'enrichissement de l'esprit, et sur l'éducation, soit la mise en oeuvre des moyens de façonner le développement de l'être humain tout entier»

Ethnicité, immigration et psychopathologie

Afin de contribuer à une meilleure compréhension des difficultés et des tensions que vivent très souvent les minorités ethniques, les immigrants ainsi que les réfugiés, un groupe de chercheurs en santé mentale, sous la direction des professeurs Michel Tousignant (UQAM) et Ihsan Al-Issa (Université de Calgary), publiait récemment, aux éditions Plenum Press à New York, un ouvrage collectif intitulé *Ethnicity, Immigration, and Psychopathology*.

En effet, au cours des dernières années, on constate, chez les professionnels oeuvrant dans les domaines de la recherche et de la formation en psychiatrie et en psychologie clinique, une plus grande prise de conscience de l'importance de prendre en compte les facteurs culturels et eth-

niques. Les deux co-directeurs de ce bouquin rappellent, dans la préface, combien la deuxième moitié du 20^e siècle, avec son cortège de guerres et de révolutions, a été marquée par un mouvement massif, vers les pays occidentaux, d'immigrants et de réfugiés issus en particulier des régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.



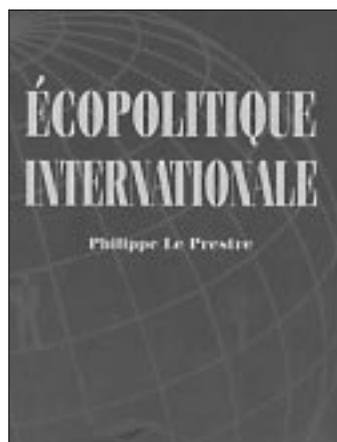
Les auteurs de l'ouvrage abordent, à travers des études de cas, les différentes formes de discrimination, d'oppression et de racisme, subies par diverses minorités ethniques (Juifs, Tziganes, Latino-Américains, Jamaïcains, etc.) dans certains pays comme les États-Unis, la France, le Canada et d'autres. Et, surtout, ils tentent de démontrer à quel point la destruction de la culture d'origine et la marginalisation sociale, notamment, entraînent des conséquences dévastatrices pour la santé mentale des membres de ces minorités.

«Si politique savait ! Si écologiste pouvait !»

Pourquoi les décideurs n'ont-ils pas la volonté politique de mettre en place des politiques qui permettront d'éviter une détérioration irréversible du milieu naturel et, par conséquent, celle de la condition humaine ? Voilà une des questions auxquelles tente de répondre Philippe Le Prestre, professeur de science politique à l'UQAM, dans son dernier ouvrage intitulé simplement *Écopolitique*

internationale et publié aux éditions Guérin. Un ouvrage qui vise à explorer ce qui se cache derrière ce «manque de volonté», c'est-à-dire à réfléchir sur les dimensions politiques internationales des problèmes d'environnement.

L'auteur rappelle qu'il y a plus d'un quart de siècle que l'environnement a fait irruption dans l'imaginaire politique des sociétés industrialisées. «Sa dimension internationale, présente dès les premières années, est aujourd'hui devenue centrale», souligne-t-il. En effet, l'aggravation de la dégradation des écosystèmes naturels, l'apparition de problèmes à l'échelle du globe et la mobilisation des publics ont placé les questions d'environnement au premier plan des préoccupations aussi

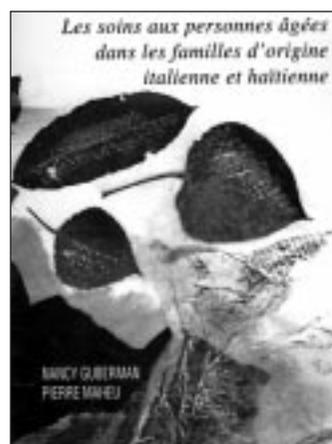


bien des hommes d'État que de leurs concitoyens.

L'ouvrage de M. Le Prestre ne cherche pas à convertir mais à fournir des outils d'analyse. Il part, non pas des fondements biophysiques de la survie de l'humanité, mais de l'environnement comme un concept avant tout culturel et politique. Car, d'expliquer le professeur Le Prestre, «l'environnement, c'est plus que la nature, c'est aussi une appréhension du monde, un produit culturel et un champ d'action économique, politique et social».

Soins aux personnes âgées

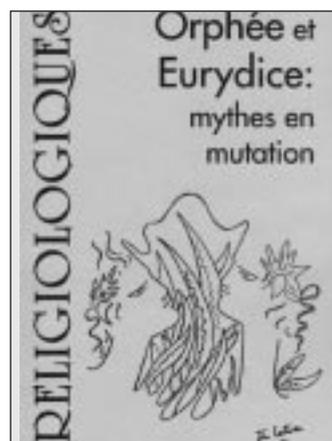
Les familles ethnoculturelles qui ont à charge des personnes âgées dépendantes occupent une place grandissante dans la société québécoise. Or, cette réalité est méconnue. D'où l'ouvrage des professeurs Nancy Guberman et Pierre Maheu, du département de travail social, paru récemment sous le titre *Les soins aux personnes âgées dans les familles d'origine italienne et haïtienne*. Entre autres questions traitées: quel est le statut des personnes âgées dans ces familles? Quelle valeur culturelle est attachée aux soins qui leur sont prodigués? Comment les multiples tâches sont-elles réparties?



Quels rapports ces familles entretiennent-elles avec les services publics? Les réponses à ces interrogations, découlant d'une série de recherches sur la prise en charge d'adultes dépendants au sein des familles, font ressortir à la fois les similitudes et les différences dans les situations vécues par les familles d'origine ethnoculturelle et d'origine canadienne-française. Ce faisant, elles jettent un nouvel éclairage sur l'impact des bouleversements sociaux dans les relations familiales. Aux éditions du remue-ménage, collection «à vrai dire».

Mythes en mutation

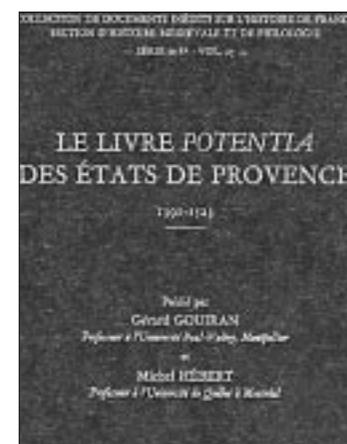
La dernière livraison de la revue *Religiologiques* que dirige le professeur Guy Ménard, du département des sciences religieuses, est toute entière consacrée à *Orphée et Eurydice: mythes en mutation*. Près d'une vingtaine de collaborateurs - des professeurs, des chercheurs, des écrivains du Québec, du Canada, des États-Unis et de France - ont contribué à cette publication, réalisée sous la direction de Metza Zupancic, professeure adjointe au département des lettres françaises de l'Université d'Ottawa. «Plusieurs étapes méritent d'être rappelées dans la gestation de ce numéro, écrit-elle dans son introduction, vu qu'elles ont contribué aux échanges, qu'elles ont permis de vérifier quel pouvait être l'intérêt général pour ce type de projets. Mais aussi, quelle pouvait être, parmi les littéraires, les chercheur(e)s en littéra-



ture, l'importance accordée aux mythes, et en outre, à quel point un regard "autre", posé sur la littérature, les arts et la Vie, tout simplement, pouvait témoigner de la prégnance de ce mythe particulier qui nous intéresse tant, du mythe devenu double, celui à la fois d'Orphée ET d'Eurydice, dans la mouvance spirituelle telle qu'elle imprègne les écrits, le chant, l'image, la pensée globalisante, comme elle se manifeste dans le nouveau paradigme scientifique.»

Histoire médiévale

Cet ouvrage contient une cinquantaine de pièces des XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, reliées à l'activité des états généraux de Provence. Dans l'ensemble, il s'agit de procès-



verbaux des séances de ces assemblées, entre 1391 et 1520.

Trois raisons ont, selon les propos mêmes des auteurs, présidé à l'édition d'un tel registre. En premier lieu, la richesse exceptionnelle des sources provençales justifiait à elle seule l'édition de ces procès-verbaux; en second lieu, ces derniers constituent un précieux apport d'un point de vue à la fois historique et linguistique. Enfin, ils permettent d'éclairer des aspects encore méconnus de l'histoire régionale, soit celle de la Provence des deux derniers siècles du Moyen Âge.

Voici donc de quoi largement intéresser tout médiéviste passionné.

Le livre POTENTIA des États de Provence, 1391-1523. Publié par Michel Hébert (Université du Québec à Montréal) et Gérard Gouiran (Université Paul-Valéry, Montpellier), Coll. des documents inédits sur l'histoire de France - Section d'histoire médiévale et de philologie, vol. 25, Éditions du Comité des Travaux historiques et scientifiques, 1997, 535 p.

Vous avez besoin d'un conseil juridique?

Vous avez besoin d'être représenté?

**Yves Papillon
Avocat**



315, boul. René-Lévesque est, bur. 001
(coin Sanguinet) Tél.: (514) 844-8804

...réduction (suite de la page 1)

- le départ volontaire: toute demande pouvait être acceptée jusqu'au 31 mai 1997 ou jusqu'à l'épuisement du budget;
- la retraite graduelle: pour cette dernière, il n'y avait pas de délai.

Sans énumérer ici les modalités d'application inhérentes à chaque volet du programme - ce qui serait quelque peu complexe -, notons tout simplement que, pour la seconde année (1997-1998), certaines ont été modifiées à la suite d'une entente entre notamment le syndicat des

employés, l'association des cadres et l'administration de l'UQAM. De plus, certains aspects du programme de réduction volontaire des effectifs ont été revus afin de les harmoniser avec les programmes temporaires des divers régimes de retraite.

Les résultats

Il en aura coûté plus de 9 millions de dollars à l'UQAM pour mener à bien ce programme de réduction volontaire des effectifs; de cette somme, environ 77 % a été dépensée au cours de la première année, soit 1996-1997 (Voir tableau). De plus, remarquons que l'argent consacré au volet «départs volontaires» représente 54 % de ce montant et que, par conséquent, la somme allouée aux retraites se situe à 46 %.

En ce qui a trait aux employés, 124 personnes ont choisi l'un ou l'autre des trois volets du programme. De ce nombre, 72 ont constitué des départs volontaires et 52 des retraites. Finalement, précisons que, pour l'année 1996-1997, sur les

93 demandes acceptées - départs volontaires et retraites -, 46 % provenaient du groupe d'emploi «bureau» et 23 % de celui des professionnels. En 1997-1998, ces deux groupes constituaient sensiblement les plus forts

pourcentages des 31 demandes, soit respectivement 35 % et 26 %.

* Voir L'UQAM, vol. XXII, no 13, 18 mars 1996.

Programme de réduction volontaire des effectifs

Nombre d'employés	1996-1997	1997-1998
Départs volontaires:	64	8
Retraites:	29	23
TOTAL:	93	31

Budget (en dollars)	1996-1997	1997-1998
Départs volontaires:	4 490 103	393 332
Retraites:	2 533 416	1 637 896
TOTAL:	7 023 519	2 031 228

Source: Service des ressources humaines - UQAM. À noter que certains montants ont été arrondis pour fin de calcul.

Liste du personnel ayant pris sa retraite dans le cadre du programme de réduction volontaire des effectifs.

Année 1996-1997

Nom et prénom

ARCHAMBAULT, Jacques
CAYA, Micheline
CHATEAUVERT, Rollande
CLÉMENT, Jacqueline
COURNOYER-LAPERRIÈRE, Denise
DUPUIS, Marcel
DUQUETTE, Gilles
DUROCHER, Jean-Noël
FILIATRAUIT, Jacqueline
HÉROUX, Monique
JANNARD, Laurent
LACROIX, Jacques
LAVALLÉE, Robert
LEFRANCOIS, Pierre
LEVASSEUR, Réjeanne
LÉVESQUE, Gérald
MONETTE, Estelle
PELLETIER, Micheline
RAVARY-LEDUC, Thérèse
REMY-LAMARCHE, Danièle
ROY-CHEARRIER, Florence
RUEST, Irénée
SMITH-BONENFANT, Hélène
ST-ONGE, Armand
SYLVESTRE, Yvon
SYLVESTRE, Roger
THIBAUT, Réjean
TREMBLAY, Maurice
VU, Thai Ban

Unité organisationnelle

SAV - Service de la production et animation
Registariat - Information académique et formation
Service de l'informatique et des télécommunications
Département de désign - Secrétariat
DEAR - Service de la recherche et de la création
Bibliothèque centrale
VRAF - Direction déléguée aux espaces commerciaux
VRAF - Direction déléguée aux espaces commerciaux
SRPRAS - Systèmes d'information
Registariat - Service du traitement des données
Ombudsman
Service des magasins - Quai des arts
Service des bibliothèques - biblio. des sc. juridiques
SIE - Régie des locaux
SB - Bibl. centrale - référence et gestion des collections
SIE - Composantes électromécaniques
Famille des lettres et communications
Décanat des études de 1er cycle
SRPAS - Rémunération et avantages sociaux
Service de l'informatique et des télécommunications
SEA - Restauration - Croque Nature
SAV - Services techniques - Maintenance - Inst. rec.
Services financiers - comptabilité
SB - Bibl. centrale - référence et gestion des collections
SEA - Restauration - production et distribution
Département des sciences biologiques
Service des approvisionnements
Vice-rectorat - administration et finances
SAV - Services techniques - Maintenance - Inst. rec.

Année 1997-1998

Nom et prénom

BARON, Michel
BEAULIEU, Claude
BIRON, Serge
BOUDREAU, Rita
CHAGNON-PERRON, Claudette
CHARTRAND-MOREAU, Jeannine
CORRIVEAU, Conrad
CÔTÉ, Monique
DUBUC-BISSON, Claudette
DUQUETTE, André
FORTIN, René
GINGRAS, Norbert
IALONGO, Louise
LIZOTTE, Jean-Paul
LUSSIER, Yvon
OBERLAENDER-DALPÉ, Nicole
PRESCOTT, Jean-Guy
RHEAULT, Jean-Paul
RIVEST, Denis
ROBILLARD, Jean-Pierre
ST-ARNAUD-RICHARD, Mariette
VANCRAENEN, Jean

Unité organisationnelle

SEA - Service de reprographie - Production
SAV - Production et animation
Vice-rectorat - ress. humaines et aff. administratives
Services financiers - Comptabilité
Registariat - Admission et recrutement
SEA - Restauration - Chassé-Croisé
SB - Bibliothèque des sciences
SB - Bibl. centrale - Centre doc. économie et admin.
Services financiers - Comptabilité
SIE - Composantes électromécaniques
SAV - Production et animation
Famille des sciences
Secrétariat général - Gestion et développement admin.
SIE - Conciergerie et logistique
Bureau de la recherche institutionnelle
Département de linguistique
SVE - Animation sportive
Département des sciences biologiques - laboratoires
Bureau de la recherche institutionnelle
SIE - Service de la prévention et de la sécurité
SB - Services techniques - Acquisitions et PES
SIE - Conciergerie et logistique

Source: Service des ressources humaines - UQAM.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

À son assemblée régulière du 23 septembre 1997, le Conseil d'administration a :

- approuvé le rapport financier annuel de 1996-1997;
- donné des autorisations de signature des effets bancaires;
- octroyé des grades, diplômes et certificats à 354 étudiants;
- apporté des amendements aux listes de diplômés D0095 et D0096 en y retirant le nom de certains étudiants;
- attribué un doctorat *honoris causa* à M. Alain Peyrefitte;
- approuvé le regroupement de modules à l'École des sciences de la gestion;
- nommé M. Pierre-Paul Lavoie à titre d'ombudsman pour un mandat de cinq ans;
- nommé M. Jean Bélanger à titre de directeur du département de psychologie;
- nommé M. Jean-Claude Forcuit à titre de directeur intérimaire des études de premier cycle à l'École des sciences de la gestion;
- renouvelé les mandats de Mme Henrietta Cedergren, de M. Michel Lamothe et de M. Pierre Lefebvre au Comité des publications;
- nommé M. Sylvain Caron à titre de

membre du comité exécutif pour l'année 1997-1998;

- nommé les personnes suivantes au Comité d'attribution de la Médaille de l'UQAM: Mme Michèle Dubreuil à titre de membre représentant le milieu socio-économique au Conseil d'administration de l'Université, et M. Pierre Mackay à titre de membre représentant le Conseil d'administration de la Fondation de l'UQAM;
- procédé à l'engagement de M. Louis Brunet à titre de professeur régulier au département de psychologie;
- procédé à l'engagement de Mme Frédérique J. Courtois à titre de professeure sous octroi au département de sexologie;
- signifié à l'Université du Québec

l'adhésion de l'UQAM aux contrats d'assurance collective;

- approuvé les désignations des pavillons Sherbrooke et Président-Kennedy;
- reçu le rapport annuel de l'ombudsman, demandé à la direction de l'UQAM de faire rapport des suites qui lui seront apportées et remercié Mme Denise Pelletier pour la qualité du travail accompli pendant l'année.

COMITÉ EXÉCUTIF

À son assemblée régulière du 23 septembre 1997, le Conseil d'administration a :

- prolongé l'affectation temporaire de Mme Monique Gaucher à la direction de la Bibliothèque des sciences;

- octroyé un congé sans traitement à un professeur;

- approuvé une nouvelle structure organisationnelle au vice-rectorat au partenariat et aux affaires externes.

...Fondation (suite de la page 1)

et président du conseil de Télé-système Ltée et de Téléglobe INC., a tenu à souligner que les revenus de la Fondation ont déjà servi à financer de nombreux projets tels un programme de bourses de mobilité internationale pour les étudiants des trois cycles, le renouvellement et la création de neuf chaires d'études et de

recherche, la création d'un laboratoire multimédia au département de communications, l'acquisition d'appareils scientifiques majeurs, en particulier en sciences biologiques et environnementales, etc.

La soirée s'est terminée par la présentation de Mme Karen Langshaw,

étudiante à la maîtrise en arts plastiques à l'UQAM et gagnante du concours qui visait à réaliser une oeuvre symbolisant la reconnaissance. On peut découvrir cette oeuvre au rez-de-chaussée, Grande Place du pavillon Judith-Jasmin



On aperçoit, en compagnie de la rectrice, Mme Paule Leduc, trois des quatre récipiendaires de la Médaille de l'UQAM qui leur fut décernée lors de la soirée de clôture de la campagne de financement *L'UQAM: une force novatrice* afin de souligner leurs contributions exceptionnelles. On reconnaît, de gauche à droite: Mme Lucie Bertrand, M. Réal Raymond, M. Jean-Pierre De Montigny et Mme Paule Leduc. Était absent au moment de la photo, M. Daniel Langlois.

Publicité:

Rémi Plourde 987-4043

D'art en art

À la Galerie de l'UQAM

Anamorphoses, arcimboldesques et images spéculaires



Sortis du mur, photographie et acrylique sur aluminium de Thomas Corriveau.

Du 17 octobre au 22 novembre, la Galerie de l'UQAM présentera une exposition qui offre un côté ludique par le caractère interactif des oeuvres exposées. Celles-ci, en effet, ont comme dénominateur commun de demander au spectateur d'adopter un point de vue spatial spécifique pour

être en mesure d'apprécier leur contenu réel ou leur contenu caché.

Organisée par Jocelyne Lupien, professeure au département d'histoire de l'art de l'UQAM, cette exposition réunit les sculptures, installations et photographies de Pierre Ayot, Thomas Corriveau, Peter Gnass,

Georges Rousse (France) et Serge Tousignant. Le titre de l'exposition signifie que chacune des oeuvres réunies comportera soit une anamorphose*, soit une double structure à la manière des oeuvres d'Arcimboldo**, soit un dispositif miroir. Devant ces oeuvres, le spectateur est invité à vivre une expérience saisissante qui consiste à trouver le point de vue idéal à partir duquel l'image se redressera, ou à partir duquel les miroirs lui renverront de singulières images du corps.

Voici donc une exposition qui explore les raisons (plastiques, pragmatiques, discursives) pour lesquelles les artistes contemporains réintroduisent dans leurs pratiques des processus anciens, en mettant l'accent sur le rôle du spectateur dans la découverte du sens de l'oeuvre.

Soulignons que le vernissage de l'exposition aura lieu le 16 octobre à 18 h. La Galerie est située au 1400, rue Berri, salle J-R120. Horaire: du mardi au samedi de 12 h à 18 h, entrée libre. Pour de plus amples informations: 987-3000, poste 8421.

* Anamorphose: image transformée, déformée, ou phénomène optique qui se produit quand la grandeur apparente de l'image n'est pas la même horizontalement et verticalement.

** Arcimboldo, Giuseppe, (1527-1593), peintre italien qui excella surtout dans les tableaux fantastiques.

Grande bibliothèque du Québec

Une professeure de design participe au projet

Mme Francine Vanlaethem, professeure au département de design de l'UQAM a été nommée récemment membre du Conseil provisoire de la Grande Bibliothèque du Québec. Ce Conseil, présidé par M. Clément Richard, aura notamment pour mandat de proposer les principales orientations de la loi constitutive de la Grande Bibliothèque, d'établir le programme des besoins auxquels devra répondre l'édifice qui abritera l'institution, de suggérer le ou les meilleurs sites et de fixer l'échéancier d'exécution des travaux

de construction. Interrogée plus avant sur son rôle et ses fonctions au sein de ce Comité, Mme Vanlaethem précise qu'elle aura plus particulièrement à élaborer et à préparer le concours d'architecture qui mènera à la réalisation de cet ambitieux projet. «La nomination de Mme Vanlaethem au Conseil consacre, une fois de plus, la place importante que plusieurs de mes collègues occupent dans les domaines du design et de l'architecture au Québec», d'affirmer M. Jean-Pierre Hardenne, directeur du département de design de l'UQAM.

20 ans de carrière

Metz retrouve ses ex!



J.A. Martin

C'est entouré de près de 800 personnes - anciens et nouveaux étudiants ainsi que collègues du département de design - que Frédéric Metz a célébré ses 20 ans de professorat. «Je voulais en quelque sorte organiser des retrouvailles un peu spéciales afin de célébrer l'événement, mais aussi créer si possible, par cette ambiance de fête, des liens entre nouveaux et anciens étudiants» de souligner ce très médiatique professeur de design. En effet, sa campagne de publicité sur l'événement, pour le moins originale - où il s'est transformé, selon ses propres mots, en «panneau-publicitaire vivant», a su capter l'attention de plusieurs médias.